

PRINTED FROM  
PRESSREADERPRINTED FROM  
PRESSREADER

«C'est bien dans l'effort  
que l'on trouve la satisfaction  
et non dans la réussite.  
Un plein effort et une pleine victoire.»  
Gandhi

## Son épouse Maria Isabel

Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants

**Ana Cristina Frossard de Barros**  
à Genève Marie et Francesco, Matteo et Elisa  
Charlotte et Deniz  
Julie et Thomas, Angela et son papa Marco  
Romaine et Maxime  
Camille  
leur papa Jean-Louis Frossard

**Teresa Guillaume**  
à Dombresson

Guy  
Benoît  
Félix et Léa  
Arthur  
son époux Jean-François Guillaume et ses enfants

**Pedro de Barros**  
à Gals

Diana son épouse  
Isabel

**Vasco de Barros**  
à Lisbonne

Marta son épouse  
Martim  
Pedro Maria  
Luisa Maria

**Miguel de Barros**  
à Genève

Florence son épouse  
Alba  
Iris

ainsi que leur chère famille et leurs précieux amis ont l'immense tristesse de faire part du décès de

## MONSIEUR QUINTINO DE BARROS

MÉDECIN RETRAITÉ

enlevé à leur affection par le Covid-19 le 17 avril 2020 à l'âge de 88 ans.

En raison des restrictions actuelles, une cérémonie sera organisée ultérieurement et la date vous en sera communiquée.

En lieu et place de fleurs, chérissez les êtres aimés.

Un grand merci aux soins et au soutien magnifiques de l'hôpital de La Chaux-de-Fonds.

Adresse de la famille: Maria Isabel de Barros  
Rue des Tourrelles 29  
2300 La Chaux-de-Fonds

*Je retourne chez moi, dans la terre. Non que je suis las de travailler,  
je ne suis pas las, mais le soleil s'est couché.*

Nikos Kazantzaki

Jaroslava Toman Bartos,  
Jaroslava Toman Charbonnet, Pierre Charbonnet et leurs enfants Alexandre Miroslav, Romain Oleg  
et Edouard Jaroslav, Marie Fialova et famille,

ont le chagrin de faire part du décès de

## JIRI TOMAN

PROFESSEUR DE DROIT À L'UNIVERSITÉ DE SANTA CLARA (CALIFORNIE)

PROFESSEUR ÉMÉRITE DE DROIT À L'UNIVERSITÉ DE KREMS (AUTRICHE)

ANCIEN DIRECTEUR DE L'INSTITUT HENRY DUNANT (CICR)

ANCIEN ENSEIGNANT À L'ÉCOLE DE TRADUCTION ET D'INTERPRÉTATION À L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

ANCIEN TRADUCTEUR JURÉ À LA CHANCELLERIE D'ÉTAT DE GENÈVE

CHEVALIER DE L'ORDRE DE SAINT-GEORGES

MEMBRE ÉTRANGER DE L'ACADÉMIE RUSSE DES SCIENCES NATURELLES

leur époux, père, beau-père, grand-père et beau-frère enlevé à leur affection le 20 avril 2020, dans sa 82e année.

La famille tient à remercier tout le personnel médical de l'Hôpital des Trois-Chêne pour son constant dévouement.

Cet avis tient lieu de faire-part.

*Il n'y a pas de chagrin limite.*  
Cioran

Le nôtre est si grand.

Phaedra Ben Hadj Othman et Dahl Brunel ont la profonde tristesse de faire part du décès de

## TAHAR BEN HADJ OTHMAN

enlevé à leur tendre affection le 15 avril 2020, à l'âge de 81 ans.

Nous remercions chaleureusement l'ensemble du personnel de la Clinique de Crans-Montana pour leurs bons soins, leur gentillesse et leur disponibilité.

*Je ne suis rien.  
Je ne serai jamais rien.  
Je ne peux vouloir être rien.  
A part ça, je porte en moi tous les rêves du monde.*  
Pessoa

## Les Suisses sont-ils réellement disposés à faire des efforts en faveur du climat?

### OPINION

L'impact des activités humaines sur le climat est clairement établi et la nécessité d'agir s'impose désormais comme une évidence pour la majorité d'entre nous. Pourtant, la consommation d'énergies fossiles, principale cause du réchauffement climatique, ne cesse d'augmenter. En Suisse, les ménages sont responsables d'environ la moitié de la consommation finale d'énergie et jouent par conséquent un rôle primordial dans le réchauffement climatique. Il est donc important de déterminer les intentions de la population d'agir concrètement afin de limiter son impact sur l'environnement.

Une enquête a été développée par le centre de compétences SCCER CREST (énergie, société et transition) avec l'objectif d'analyser la consommation d'énergie des ménages suisses. L'enquête est réalisée annuellement depuis 2016 auprès d'un échantillon représentatif de 5000 participants. Les données de cette enquête permettent de mesurer la prise de conscience au niveau individuel. En particulier, il est demandé aux participants s'ils ont l'intention de réduire (1) leur consommation d'électricité; (2) leur consommation de chauffage; (3) l'utilisation de leur voiture; (4) leur empreinte carbone.

Notre analyse\* montre que seul un répondant sur quatre se déclare favorable à la réduction de l'utilisation de sa voiture. Les répondants disposés à réduire leur utilisation d'électricité et de chauffage ne sont que légèrement plus nombreux, et seul un tiers déclare vouloir réduire son empreinte carbone. Pour une majorité de la population, la volonté de réduire son impact sur l'environnement est

ainsi faible, voire absente. Pour une minorité, la volonté est présente mais on constate un manque d'actions concrètes pour se donner les moyens de réduire sa consommation d'énergie. Toutefois, certains segments de la population sont plus sensibles aux enjeux climatiques. En général, les femmes, les jeunes, et les habitants des villes présentent des intentions plus marquées de réduire leur consommation ainsi qu'un soutien plus fort pour les mouvements sociaux en faveur du climat. L'écart entre habitants des villes et des zones rurales est particulièrement important en ce qui concerne les intentions de réduire l'utilisation de la voiture.

Afin d'atteindre une réduction de la consommation d'énergies fossiles, l'un des outils importants de la politique économique suisse est la taxe CO<sub>2</sub>, prélevée sur les combustibles fossiles utilisés pour le chauffage (mazout et gaz). Une partie des recettes est ensuite redistribuée à la population via une réduction sur les primes d'assurance maladie. Ainsi, seule une partie des ménages paie effectivement la taxe, mais tous reçoivent une compensation. Afin de déterminer à quel point la taxe CO<sub>2</sub> est comprise par les ménages suisses, les répondants à l'enquête ont indiqué les montants qu'ils pensent payer et recevoir dans ce contexte. Parmi les ménages dont le système de chauffage utilise du mazout ou du gaz, la majorité est consciente de devoir payer quelque chose. Cependant, une proportion non négligeable de 33% pense ne rien payer. L'efficacité de la taxe dépend en bonne partie de sa compréhension: si les personnes visées ignorent l'impact de la taxe CO<sub>2</sub>, il est inutile de s'attendre à ce que celle-ci puisse

influencer leur consommation énergétique.

Au niveau de la redistribution de la taxe CO<sub>2</sub>, on remarque un déficit de compréhension encore plus marqué. En effet, alors que des montants situés entre 67,80 francs et 88,80 francs ont été redistribués entre 2017 et 2019, moins d'une personne sur cinq indique correctement avoir reçu un montant compris entre 60 et 100 francs. La plupart des sondés pensent recevoir moins (voire rien du tout) ou ne peuvent simplement pas fournir de réponse. Ces résultats révèlent une connaissance limitée du fonctionnement de la taxe CO<sub>2</sub>, qui peut être reliée à un manque de visibilité et de communication de la part des autorités. Afin de garantir l'efficacité de la taxe CO<sub>2</sub>, il semble par conséquent fondamental d'effectuer des efforts dans ce domaine. Alors que l'urgence climatique impose des changements fondamentaux, les mentalités évoluent (trop) lentement. Il est grand temps que chacun d'entre nous en prenne conscience. ■

\* Voir M. Farsi, L. Ott & S. Weber (2020), «Les intentions contradictoires des Suisses vis-à-vis de leur consommation d'énergie», Social Change in Switzerland N° 21, www.socialchangeswitzerland.ch

MEHDI FARSI UNIVERSITÉ DE NEUCHÂTEL ET SCCER CREST (COMPETENCE CENTER FOR RESEARCH IN ENERGY, SOCIETY AND TRANSITION)

LAURENT OTT UNIVERSITÉ DE NEUCHÂTEL ET SCCER CREST (COMPETENCE CENTER FOR RESEARCH IN ENERGY, SOCIETY AND TRANSITION)

SYLVAIN WEBER UNIVERSITÉ DE NEUCHÂTEL ET SCCER CREST (COMPETENCE CENTER FOR RESEARCH IN ENERGY, SOCIETY AND TRANSITION)

## Covid-19: le nécessaire réveil du multilatéralisme

**INCIDENCES** Il y a un peu plus d'un an, la France et l'Allemagne ont appelé les Etats favorables à un ordre multilatéral fondé sur le respect du droit international et sur des institutions internationales fortes à se rassembler dans une coalition informelle, l'Alliance pour le multilatéralisme. Une cinquantaine de pays ont répondu à cet appel. La réforme et la modernisation des organisations internationales dont la gouvernance était défaillante était à l'ordre du jour. La promotion du droit international humanitaire, la cybersécurité, les questions liées au réchauffement climatique, l'égalité des genres sont autant de thèmes choisis par l'Alliance pour revitaliser le multilatéralisme. Deux réunions ministérielles ont déjà eu lieu à New York et à Genève. La crise déclenchée par le coronavirus, les attaques du président Trump contre l'OMS en pleine pandémie, allant jusqu'à suspendre les versements des Etats-Unis, et la désinformation menée par la Chine ont amené la coprésidence allemande à convoquer une nouvelle réunion.

A son instigation, 24 Etats membres de l'Alliance se sont retrouvés par vidéoconférence le 16 avril dernier pour apporter leur soutien à l'OMS. Il s'agit entre autres de l'Argentine, du Chili, de l'Espagne, des pays nordiques à l'exception du Danemark, de l'Indonésie, du Mexique, du Pérou et de Singapour. La Suisse, membre de l'Alliance, y a également participé, et le conseiller fédéral Ignazio Cassis, chef du Département fédéral des affaires étrangères, a signé la déclaration. En réaffirmant le rôle central de l'OMS dans le dispositif de lutte contre le coronavirus, ainsi que la nécessité de la solidarité et de la coopération internationale, la déclaration a pris diplomatiquement le contre-pied des positions américaines. Le conseiller fédéral Alain Berset, chef du Département de l'Intérieur, a tenu des propos semblables lorsqu'il a participé à la réunion des ministres de la Santé du G20 le 19 avril dernier.

L'attitude agressive du président Trump à l'égard de l'OMS ne laissait pas d'autre choix aux ministres

des pays membres de l'Alliance que de soutenir sans réserve l'organisation qui détient le mandat de coordonner la riposte à la pandémie. La déclaration reflète cet appui quasiment inconditionnel. Les ministres dénoncent aussi la désinformation, qui est mortelle dès lors qu'elle fait obstacle à une réponse efficace des Etats à la pandémie. Les dégâts causés par la diffusion de fausses nouvelles préoccupent les gouvernements, y compris celles relatives à l'origine de la pandémie et aux premières réponses qui lui ont été apportées: l'allusion aux silences et aux prévarications de la Chine est évidente. Pourtant on est en droit de se demander ce qu'il est advenu de la volonté réformatrice de l'Alliance, proclamée l'an dernier à sa création? A l'issue de la réunion, M. Heiko Maas, le ministre allemand des Affaires étrangères, y compris à la présidence, a comparé, lors d'une conférence de presse, le comportement américain à celui des passagers d'un avion qui jetteraient le pilote par les hublots en plein vol: c'est irresponsable. Pour ce qui est des reproches de Washington, M. Maas a ajouté en réponse à une question que le moment viendra où les Etats, de concert avec l'OMS, tireront le bilan de l'exercice, comme ils l'ont toujours fait après les récentes pandémies et autres alertes sanitaires. Mais l'heure n'a pas encore sonné pour un tel examen.

On peut le comprendre, mais l'Alliance doit prendre au sérieux la mission qu'elle s'est donnée de réformer et de moderniser les institutions internationales. C'est même un travail en profondeur nécessaire et urgent dans le contexte actuel: comme le relève M. Henry Paulson, ancien ministre américain des Finances, la reconstruction des relations économiques, tâche prioritaire au lendemain de la pandémie, aura besoin d'institutions internationales renouées – OMC, FMI, Banque mondiale notamment, qu'il s'agit d'adapter de toute urgence à la hauteur des défis et des responsabilités qui les attendent. ■

FRANÇOIS NORDMANN

